

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 17 | FÉV. MARS. 2009



Nouvelle chance sur les bancs

Comprendre le décrochage, trouver une voie pour chacun

→ PAGE 3

Photo réalisée avec les jeunes d'un atelier citoyen mené par l'Afev au collège Pierre Sépard de Bobigny (93).

Penser la jeunesse



Par **NICOLAS DELESQUE**
Secrétaire général de l'Afev

Lors des derniers ajustements gouvernementaux, Monsieur Martin Hirsch s'est vu confier le poste de haut commissaire à la Jeunesse auprès du Premier ministre. Une des tâches qui lui incombent va être d'animer le Comité interministériel à la jeunesse (CIJ) et de « fonder sur des bases nouvelles, une politique transversale à l'égard de la jeunesse ». Cette information appelle quelques réflexions.

Tout d'abord, notre association s'est, avec quelques autres, félicitée de cette nomination en tant que formalisation de la dimension interministérielle des actions à inventer. Nous l'avions déjà affirmé lors de la dernière campagne présidentielle : la jeunesse collée au sport et rien qu'au sport, ça commençait à bien faire – ce côté « l'exercice, ça forme la jeunesse » et les images surannées d'adolescents en survêtement qui prennent « le bon air »... Le lancement de la campagne « Envie d'agir » avait plutôt marqué un progrès avec le rattachement au ministère de l'Éducation nationale, mais on continuait à laisser de côté la culture, la santé, etc. L'approche interministérielle

choisie doit permettre de pouvoir s'attaquer aux problèmes que rencontrent effectivement les jeunes – emploi, formation, logement... – pour trouver une place dans la société.

Deuxième remarque : la réanimation du CIJ – eh oui, ce n'est pas une invention ! – qui ne s'était pas réuni depuis 1990 sur demande de Michel Rocard, Premier ministre de l'époque. Plus de 18 ans sans être convoqué, le délai parle de lui-même et souligne l'incapacité de nos décideurs d'appréhender la jeunesse dans son ensemble, par delà les différences de situations des jeunes qui la composent. Cette mise en sommeil renvoie aussi à cette question : quelle place notre société donne-t-elle à ses nouvelles générations ?

Enfin, un mot sur l'objectif de cette nouvelle nomination : « donner à la jeunesse un accès à une autonomie responsable et solidaire » que nous pouvons partager et qui sonne un peu comme un écho institutionnel du « Être Utile » auquel adhèrent tous les ans les milliers d'étudiants bénévoles de l'Afev.

Nous avons été étonnés de ne pas trouver « l'éducation » parmi les sept piliers qui doivent fonder cette nouvelle politique. Certes, nous savons qu'en France il est

difficile pour un gouvernement de parler d'éducation hors du ministère de tutelle, mais il faudra bien un jour organiser la porosité entre les politiques mises en place par les collectivités locales et territoriales, les organismes publics et les différentes administrations d'État pour mener une politique concertée en direction de notre jeunesse.

A l'heure de l'entrée dans la société de la connaissance, du bouleversement en cours de nos économies, la question de la transmission des savoirs nous paraît essentielle. Peut-on parler d'une politique de jeunesse ambitieuse sans régler la question des 150 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme, quand on connaît l'importance qu'a prise la réussite scolaire pour l'insertion sociale ? Peut-on parler de poli-

tique de jeunesse sans parler du trop faible nombre de diplômés de l'enseignement supérieur au moment où l'emploi demande de plus en plus de compétences ? Alors oui, à une politique interministérielle de jeunesse, mais avec un peu d'éducation quand même ! Quel meilleur lieu

qu'une école réformée pour apprendre « l'autonomie responsable et solidaire » ?

Quelle place aux nouvelles générations ?

→ ÉVÈNEMENT



UNIVERSITÉS SANS FRONTIÈRES

PAGE 2

→ EXPÉRIENCE



QUEBEC REMETTRE LE PIED À L'ÉTRIER

PAGE 4

→ SOLIDARITÉ



L'EAU UN ENJEU POUR TOUS

PAGE 6

→ RENCONTRE



MAP, MINISTÈRE DES QUARTIERS

PAGE 7

ET AUSSI

- FLORIAN RACCROCHE P. 5
- MARIANNE ET NOUS P. 6
- DROIT DANS LES CITÉS P. 8



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

→ COLLOQUE

DANS L'ÉTAT BRÉSILIEN DU PARANÁ, CHERCHEURS ET ÉTUDIANTS VONT AU CONTACT DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES POUR LES SOUTENIR DANS DES PROJETS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX OU CULTURELS. UNE ILLUSTRATION CONCRÈTE DE CE QUE PEUT ÊTRE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS, THÈME DU COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'AFEV, LA CPU, LA RÉGION RHÔNE-ALPES ET L'ANACT EN DÉCEMBRE DERNIER.



L'université hors des murs



Lygia Lumina Pupatto, représentante de l'Etat du Paraná, avec le vice-président de la Région Rhône-Alpes Roger Fougères.

Au Paraná, dans la pointe sud du Brésil, les universités ne sont pas présentes uniquement dans les grandes agglomérations. Enseignants, chercheurs et étudiants travaillent aussi dans environ 120 « extensions » créées dans des petites villes et villages, parfois complètement isolés dans les zones tropicales de la région. Là, les universitaires ne viennent pas pour délivrer des cours

magistraux mais pour aider très directement les populations dans des projets économiques, sociaux ou culturels.

« Les extensions existent depuis 1967 mais elles sont devenues une priorité ces dernières années, explique Lygia Lumina Pupatto, responsable du programme Universités sans frontières. L'idée est d'articuler d'une manière indissociable les savoirs à la société. Au Paraná, de nombreux habitants vivent dans la pauvreté ou dans des situations sociales difficiles. La participation du monde universitaire doit contribuer à définir les bonnes politiques publiques et éliminer les obstacles au développement. »

Aide aux agriculteurs

Très concrètement, enseignants et étudiants sont aujourd'hui impliqués dans 165 projets locaux. Une grande part concerne le soutien à des exploitations agricoles familiales, notamment laitières. « Près de 85% des propriétés sont gérées par de petits producteurs n'ayant pas accès aux technologies de base », poursuit Lygia Lumina Pupatto. Contrôle de l'hygiène,

amélioration de la nourriture du bétail, transformation des déchets : les universitaires forment ainsi les exploitants à des méthodes qui leur permettront d'accroître les rendements ou de mieux valoriser la production. Un transfert de technologies qui peut également s'appliquer à des secteurs plus en pointe comme l'agro-écologie.

Donner du sens aux savoirs

Les deux autres domaines d'action principaux des extensions concernent l'accès aux droits, notamment aux droits sociaux, et le champ culturel. Il s'agit souvent d'aider les populations à utiliser des dispositifs déjà existants mais qu'elles ne connaissent pas, ou d'en créer de nouveaux plus adaptés. Prévention des violences domestiques, cours d'alphabétisation, intégration des personnes handicapées : très large, la palette des interventions cherche à répondre au mieux aux besoins des publics. A la demande des communautés indiennes présentes au Paraná, l'une des extensions a ainsi

travaillé sur la mise en valeur des langues et cultures natives.

Tourné vers les besoins des publics les plus défavorisés, le projet des extensions est aussi vu comme une chance pour la recherche. Comme le souligne Lygia Lumina Pupatto, l'objectif est aussi de « transformer l'université » en créant des partenariats et « de nouvelles relations » entre enseignants et étudiants. Pour ces derniers, le travail de terrain est aussi l'occasion d'enrichir de l'expérience et de donner du sens aux savoirs acquis durant leur cursus. « Casser les frontières est le point de départ pour redéfinir le rôles des individus et des institutions », estime le gouverneur de l'Etat du Paraná et principal artisan du renouveau des extensions, Roberto Requião.

PAUL FALZON-MONFERRAN

www.seti.pr.gov.br

→ PARTENARIAT



→ REPORTAGE

L'UNIVERSITÉ RÉINVENTÉE

PLUS DE 200 PERSONNES, DONT DE NOMBREUX REPRÉSENTANTS DES UNIVERSITÉS ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, ONT ASSISTÉ LE 9 DÉCEMBRE DERNIER AU COLLOQUE ORGANISÉ À LYON SUR LE THÈME DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS.

Plus de 200 personnes, dont de nombreux représentants des universités et des collectivités territoriales, ont assisté le 9 décembre dernier au colloque organisé à Lyon sur le thème de la Responsabilité Sociale des Universités. Les débats ont mis en avant l'apport de l'action bénévole de l'étudiant en termes de cohésion sociale (intervention auprès des jeunes et des familles, découverte d'autres horizons pour les jeunes des quartiers) mais aussi les bénéfices que l'étudiant lui-même en tire. Il développe en effet des compétences nouvelles qui complètent dans son parcours académique (adaptation à d'autres environnements, gestion de projets etc.). Face à ces constats, les universités peuvent soutenir la démarche d'engagement des étudiants – notamment



par la validation de crédits universitaires spécifiques, comme une trentaine d'universités le font déjà avec l'Afev.

La revue Universités & Territoires a consacré l'intégralité de son numéro 56 (décembre 2008) sur le thème du colloque sur la Responsabilité Sociale des Universités.

www.universites-territoires.info





DOSSIER

ALORS QUE XAVIER DARCOS VIENT DE FAIRE DE LA LUTTE CONTRE L'ABSENTÉISME UNE « GRANDE CAUSE DE L'ÉDUCATION NATIONALE », EN MISSIONNANT NOTAMMENT 5000 MÉDIATEURS DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE DANS LES QUARTIERS, VOLONTAIRES REVIENT SUR CE CONCEPT AUX CONTOURS FLOUS QU'EST LE « DÉCROCHAGE ». QUI DÉCROCHE ? POURQUOI ? COMMENT PRÉVENIR LA SORTIE DU SYSTÈME SCOLAIRE ? QUELS MOYENS POUR « RACCROCHER » LES JEUNES, EN FRANCE ET AILLEURS... ÉLÉMENTS DE RÉPONSE.

Je décroche, tu décroches, il décroche...

Les facteurs de sortie du système scolaire

Le terme de « décrocheur » désigne les élèves qui quittent petit à petit le système scolaire. Il est l'expression de processus multifactoriels pouvant amener à la déscolarisation, qui consacre l'arrêt de scolarité avant 16 ans. On trouve également des situations de décrochage scolaire au-delà.

Ce terme est aujourd'hui très couramment utilisé, et peut recouvrir à tort des difficultés d'apprentissage durables ou passagères, voire des handicaps non détectés, des comportements scolaires hors-normes, des absences régulières...

Les diverses recherches n'ont pas conclu à un « profil type » d'élèves décrocheurs, considérant comme plus pertinente pour l'analyse l'étude de l'enchaînement des interactions favorisant le décrochage, voire menant à la déscolarisation. D'une manière générale, les élèves déscolarisés ou en fin de processus de décrochage scolaire sont plutôt issus de catégories défavorisées, même si l'on en trouve aussi dans des catégories plus aisées, mais en moins grand nombre.

Des cas de figure très variés

Les processus de décrochage scolaire sont corrélés couramment avec de mauvais résultats scolaires, des lacunes accumulées au fil des années sans prise en charge pédagogique. Ces élèves en très grande difficulté ne comprennent pas le sens de l'école et des savoirs qui y sont transmis, et, lorsqu'ils perturbent les cours, sont plus étiquetés comme perturbateurs à sanctionner que comme élèves en difficulté. Ils doivent avant tout changer d'attitude et se « mettre au travail », alors même que les lacunes accumulées les en empêchent. S'en suivent une escalade de sanctions, des exclusions ou une

mise en retrait de l'élève lui-même, par le biais d'un absentéisme très important. Si le même processus se reproduit dans un autre établissement, l'arrêt de scolarité peut alors intervenir.

D'autres élèves sont arrivés en 6e avec des résultats assez bons, quoiqu'avec des absences signalées à l'école primaire, et les ont confirmés dans cette première année du collège. Mais petit à petit ces jeunes ont quitté l'école sans faire de bruit. Il faut alors rechercher la source de ce retrait dans des problématiques familiales, comme celle de ces adolescentes pour qui le rôle de soutien parental, voire de substitut maternel, a pris très tôt le pas sur la nécessité d'aller en classe. Elles peuvent être tentées, du reste, d'avoir un enfant plus tôt que la moyenne des femmes.

D'autres encore interrompent leurs études à la suite du décès d'un parent, d'un placement, d'un déménagement... Autant d'événements qui interviennent dans des situations déjà fragiles et précipitent l'arrêt de scolarité. D'autres, enfin, entrent dans des processus délinquants concurrentiels avec la scolarité, qui sont à leur tour accentués par le décrochage scolaire.

En lycée professionnel, le décrochage pouvant mener à l'arrêt des études peut être motivé par des choix aléatoires de filières de formation, voire des choix contrariés, une découverte décevante de la formation et du métier choisi, des discriminations dans l'accès aux stages liées à l'origine ethnico-culturelle ou à la couleur de peau, un faible accompagnement parental et des relations conflictuelles avec les enseignants et les personnels scolaires dans le lycée.

Par ailleurs, les modes de vie juvéniles et les nécessités économiques entrent en contradiction avec le rythme et les contraintes de la vie au collège ou au lycée : des élèves travaillent pour aider leurs parents, gagner quelque « argent de poche »

ou subvenir à leurs besoins ; d'autres se retrouvent entre eux le soir ou châtent sur Internet, se couchent tard et ne se lèvent pas à temps le matin, consomment quelquefois des produits psychotropes... Et ne font pas toujours le lien entre leurs choix du moment et les conséquences ultérieures !

Un seul de tous les éléments cités ci-dessus ne suffit pas à expliquer l'aboutissement du décrochage vers l'arrêt de scolarité sans qualification ou sans diplôme. C'est le croisement de plusieurs facteurs qui peut y mener, d'autant plus si les personnels scolaires et les familles ne les perçoivent pas comme facteurs de risque et sujets de prévention, et si les élèves manquent de guides et de points de repères, tant à l'école qu'en famille et parmi leurs pairs. Un sentiment d'inutilité sociale, un effondrement de l'estime de soi peuvent mettre à mal les projets ultérieurs et les propositions d'alternatives à la scolarité classique.

Changer de regard

De nombreux dispositifs œuvrant à la prévention du décrochage scolaire et des arrêts de scolarité existent en milieu scolaire, les uns généralisés, et d'autres plus expérimentaux, tels que les dispositifs de socialisation et d'apprentissage (DSA) dans des collèges parisiens, conçus pour remotiver des élèves en risque de décrochage.

Consacrer du temps aux élèves qui « posent le plus de problèmes » implique de décaler, voire de renverser le regard porté sur eux et de passer d'une logique d'éviction des « non-conformes » à la mise en œuvre de la conviction de l'éducabilité de tous les élèves. Cette démarche suppose le croisement de cultures professionnelles diverses au sein des établissements scolaires et des actions en partenariat.

Ces actions peuvent aller de pair avec des

rencontres régulières avec les parents d'élèves, surtout à l'école élémentaire et au collège, qui peuvent avoir lieu hors des locaux scolaires. Elles visent à rendre plus intelligible le fonctionnement de l'école à des parents, dont certains n'ont pas d'expérience scolaire eux-mêmes ou une expérience négative. Il faut cependant souligner que ces démarches restent rares et que les parents sont souvent considérés plus du point de vue de leurs « manques » que de leurs potentialités éducatives, quand ils ne doivent pas supporter toute la faute des absences et des difficultés de leurs enfants.

Même si ces démarches éducatives et pédagogiques n'entament pas les mécanismes de sélection et d'exclusion et ne modifient pas fondamentalement les modalités de l'enseignement dans les classes ordinaires, il reste qu'elles sont susceptibles de proposer des alternatives à certains élèves très en difficulté dans le système scolaire classique. Ce faisant, elles participent à la prévention de diverses conséquences observées des arrêts de scolarité (isolement, maternité précoce, délinquance...).

MARYSE ESTERLE HEDIBEL

Mais petit à petit ces jeunes ont quitté l'école sans faire de bruit.

MARYSE ESTERLE HEDIBEL



Maryse Esterle Hedibel est chercheuse à l'Institut universitaire de formation des maîtres Université d'Artois, CESDIP-CNRS.

→ POINT DE VUE

« Travailler en réseau est essentiel »

COMMENT RACCROCHER LES JEUNES QUI ONT QUITTÉ L'ÉCOLE ? AU QUÉBEC, L'IDÉE EST NÉE DE PARTIR DES PARCOURS INDIVIDUELS DES DÉCROCHEURS POUR TROUVER LA VOIE QUI LEUR CORRESPOND, Y COMPRIS EN AYANT RECOURS À LA FORMATION CONTINUE POUR ADULTES. ENTRETIEN AVEC **DANIELLE DESMARAIS**, CHERCHEUSE ET PRÉSIDENTE DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS POUR LA PRATIQUE DES HISTOIRES DE VIE.

Volontaires ! Depuis avril 2007, vous menez au Québec une recherche-action pour comprendre le processus de décrochage / raccrochage scolaire des jeunes adultes. De quels constats partez-vous ?

Danielle Desmarais Les recherches sur le décrochage sont de plus en plus nombreuses au Québec. Elles se sont développées pour répondre à un problème social maintenant connu : un nombre significatif de jeunes abandonnent l'école avant d'avoir obtenu un premier diplôme, le DES (Diplôme d'études secondaires). Par contre, un phénomène plus récent est beaucoup moins bien cerné et compris : c'est



celui des jeunes de 15-16 ans qui, ayant quitté l'école, reviennent assez vite

à l'école des adultes, voire décident de quitter l'école secondaire pour diverses raisons avec l'intention de poursuivre à l'école des adultes. Les jeunes de 16-20 ans ont des besoins différents et créent un rapport très

différent avec les enseignants et autres intervenants des CEA - Centres d'Éducation des Adultes -. Souvent, ils ont accumulé des échecs scolaires et ont développé un rapport très difficile à l'école et aux matières académiques.

V ! Quelles pistes de travail ?

D. D. Nous sommes encore dans une phase d'analyse des données, mais nous entrevoyons déjà quelques constats porteurs pour l'accompagnement des 16-20 ans. Premier constat, l'accompagnement au raccrochage des 16-20 est pluriel. Il convoque une diversité d'acteurs sociaux, de la famille aux amis, en passant bien évidemment par les enseignants et les intervenants du milieu communautaire. En amont du retour à l'école des adultes, l'installation d'un filet de sécurité pour les jeunes qui connaissent un parcours scolaire difficile au secteur régulier, par le biais d'intervenants professionnels qui créent des passerelles entre le secteur jeunes et le secteur adultes de l'éducation formelle, apparaît névralgique. En effet, je ne serais pas

surprise que dans plusieurs pays occidentaux, comme au Québec, il existe une étanchéité presque totale entre les secteurs jeunes et adultes. Cette étanchéité nuit considérablement au développement de dispositifs novateurs pour certains jeunes qui n'arrivent plus à apprendre au secteur jeunes.

V ! Cette démarche est-elle possible auprès de tous les jeunes ?

D. D. Certains jeunes particulièrement vulnérabilisés, ayant décroché et vivant dans un milieu où le tissu social est particulièrement poreux, par exemple dans certaines régions rurales du Québec, se retrouvent particulièrement isolés et s'éloignent progressivement de toute institution porteuse d'une offre d'accompagnement. En sus d'une allocation publique de subsistance, on peut offrir à ces jeunes un accompagnement de groupe qui leur permette une réinsertion psycho-sociale progressive, précédant une réinsertion scolaire et/ou professionnelle. C'est ici que

l'on peut souligner le rôle essentiel des intervenants communautaires et le rôle de l'éducation non formelle et informelle en amont du retour à l'école et peut-être tout particulièrement pour les jeunes les plus vulnérables ou fragilisés. Enfin, le retour à l'école des adultes, le raccrochage à proprement parler n'est pas exempt d'embûches. Plus encore, nous nous interrogeons : si le jeune atteint les objectifs qu'il s'est fixés, sans toutefois obtenir un diplôme, ne peut-on pas parler de « réussite éducative » en opposition ici avec la « réussite scolaire »... La route peut encore être longue avant que le jeune raccrocheur n'obtienne un diplôme. Les défis sont nombreux pour les acteurs qui oeuvrent à l'intérieur du CEA : une pédagogie diversifiée, des cours créatifs qui permettent au jeune de se développer globalement, des intervenants spécialisés qui relèvent de ce que l'on appelle les services complémentaires et qui accompagnent le jeune dans l'ensemble des secteurs de sa vie, etc.

V ! L'école peut-elle faire ce travail seule ?

D. D. Dans tous ces cas de pratiques novatrices, un travail en réseau s'avère essentiel. Les acteurs sociaux qui ont initié le projet de réinsertion des jeunes vulnérabilisés ont travaillé avec tous les intervenants de la région, en créant des regroupements locaux et régionaux et en sollicitant parfois de manière ardue, une contribution continue de plusieurs ministères provinciaux et fédéraux portant une mission de développement local et/ou une mission auprès des jeunes, des acteurs politiques et des employeurs locaux. À l'intérieur de l'école des adultes, une véritable révolution s'avère nécessaire pour amener tous les intervenants de l'école à travailler de concert... tant dans les activités académiques que para-scolaires.

PROPOS RECUEILLIS PAR ESTELLE DUQUESNOIS



www.rqphv.org

Zoom

LE MODÈLE QUÉBÉCOIS S'EXPORTE

Sur le modèle de la recherche-action menée par les équipes de Danielle Desmarais, un groupe de travail européen a été créé en Rhône-Alpes pour prévenir le décrochage des 16-20 ans.

L'initiative a été prise dans le cadre de la FREREF (Fondation des régions d'Europe pour la recherche en éducation et formation), un groupe de 13 régions de l'Union européenne qui fait intervenir des décideurs régionaux, des partenaires sociaux, des chercheurs, des acteurs de terrain et des professionnels de l'éducation et la formation.



www.freref.eu

→ REPORTAGE

A NICE, UN SUIVI TAILLÉ SUR MESURE

UNE DIZAINE DE JEUNES DÉCROCHEURS SONT AUJOURD'HUI ACCOMPAGNÉS PAR LES BÉNÉVOLES DE L'AFEV EN LIAISON AVEC LA MISSION GÉNÉRALE D'INSERTION (MGI) DE NICE.

Ils sont une dizaine, habitant les quartiers populaires de l'Est de Nice. Tous sont sortis du système scolaire, et ont aujourd'hui entre 16 et 18 ans : trop vieux donc pour que les lycées soient soumis à l'obligation de les scolariser, trop jeunes pour prétendre aux dispositifs d'insertion des missions locales.

Pour suivre ces jeunes en situation de décrochage, la Mission générale d'insertion (MGI) de Nice a pris l'initiative d'impliquer les bénévoles de l'Afev, avec l'idée d'offrir une nouvelle perspective à ces jeunes. « Au-delà des compétences scolaires, l'étudiant véhicule une image de réussite qui peut donner du sens pour ces jeunes qui n'ont souvent connu que l'échec, explique Martine Karatay, de la MGI Nice. C'est d'autant plus vrai qu'étudiants et jeunes suivis viennent souvent des mêmes quartiers. »

Côté Afev, le projet a pu d'abord sembler délicat. « Certains bénévoles se demandaient s'ils sauraient aider des jeunes à peine moins âgés qu'eux, et qui avaient souvent un passé scolaire difficile, reconnaît Karima Ben Araïes, chargée de développement local de l'Afev Nice. Mais après les premières rencontres, ces craintes ont disparu. On peut même dire que les étudiants étaient ravis d'épauler les jeunes. »

L'accompagnement des jeunes en situation de décrochage se fait dans plusieurs cadres : les établissements scolaires où ils

suivent 5 à 7 heures de cours par semaine, et les entreprises où ils sont invités à trouver des stages toutes les trois semaines pour découvrir différents univers professionnels, avant de préciser leur envie de formation ou de rentrer directement dans le secteur qui leur aura plu. Les étudiants de l'Afev interviennent surtout pour aider les jeunes à acquérir de la confiance en eux.

« Avec Ryma que j'accompagne depuis décembre, on travaille la recherche de stage surtout, explique Alafya, une des bénévoles de l'Afev. Bien préparer son CV, savoir comment se comporter avec la personne que l'on sollicite, et surtout, ne pas se décourager. C'est pas facile de rester motivé après deux ou trois non. Moi-même, je dois souvent trouver des stages alors je comprends ce qu'elle peut ressentir ! »

L'autre apport des étudiants de l'Afev, c'est le lien qu'ils peuvent créer avec les familles, plus naturellement que les institutions. « Comme les accompagnements se déroulent à domicile, on a une vision pas seulement scolaire de la situation des jeunes, on peut aussi saisir leur environnement social, leurs conditions de vie, etc. », estime Martine Karatay de la MGI.



Photo réalisée avec les jeunes d'un atelier citoyen mené par l'Afev au collège Pierre Sémard de Bobigny (93).

L'implication des parents dans le parcours d'insertion est forte : ils participent à certaines réunions avec l'Afev et peuvent ainsi être eux-mêmes conseillés. « Dans beaucoup de familles, le dialogue est rompu à cause des difficultés scolaires : les bénévoles de l'Afev aident les parents à dédramatiser la situation de leur enfant, ce qui permet de relâcher un peu la pression, précise Karima Ben Araïes. C'est parfois un premier pas pour que jeunes prennent conscience de leur situation et des possibilités qui s'offrent à eux pour leur réinsertion. »

PAUL FALZON-MONFERRAN

→ ENTRETIEN

RESTAURER LA CONFIANCE EN SOI

AU SEIN DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, LA MISSION GÉNÉRALE D'INSERTION (MGI) EST CHARGÉE DE PRÉVENIR LES SORTIES PRÉMATURÉES DU SYSTÈME SCOLAIRE ET DE PROPOSER DES SOLUTIONS SPÉCIFIQUES AUX DÉCROCHEURS DE PLUS DE 16 ANS. **ANDRÉ SCHEER**, COORDINATEUR DE LA MGI À L'ACADÉMIE DE PARIS, PRÉSENTE SA DÉMARCHÉ.

Volontaires ! Comment agissez-vous pour les décrocheurs de plus de 16 ans ?

André Sheer Le repérage est la première phase du dispositif. Les chefs d'établissement recensent les élèves qui décrochent et les convoquent pour un entretien de situation. Cela permet une première répartition des élèves entre ceux dont la priorité est de repasser les épreuves d'examen auxquelles ils ont échoué, ceux dont le profil montre un déficit dans la maîtrise de la langue et un troisième groupe dit « hétérogène » regroupant tous les autres jeunes. Ces derniers seront invités à une session d'information et d'orientation avant d'entrer comme les autres dans une « action d'accueil et de rescolarisation adaptée ».

V ! Comment se passe la rescolarisation ?

A.S. L'objectif est de permettre aux élèves, au bout de 5 à 9 mois de remobilisation, d'intégrer un lycée dans une formation diplômante correspondant à leur projet et à leurs aptitudes. Ce travail est complexe : restaurer l'image de soi parfois abîmée par des années d'échec, retrouver confiance en soi, réapprendre à faire confiance à ses pairs, aux adultes et à l'institution scolaire. Dès que l'appétence pour le savoir et la culture revient, il s'agit d'y répondre avec les enseignements du socle commun des connaissances et des compétences.

V ! Les actions de rescolarisation sont-elles les seules solutions accessibles aux 16-25 ans ?

A.S. Non : l'apprentissage peut être une solution bien adaptée aux jeunes en rupture avec l'école. De même que l'accès direct à l'emploi dans le cadre du contrat d'autonomie du plan banlieue. En outre, à partir des ressources de formation et du tissu économique du district, nous construisons des itinéraires personnalisés d'accès à la qualification.

V ! L'Etat a fixé à 75% le taux de rescolarisation des jeunes suivis par les MGI à l'horizon 2010, cet objectif vous paraît-il réaliste ?

A.S. Aujourd'hui, cet objectif est déjà atteint dans l'académie de Paris.

Maintenant notre effort doit davantage porter sur la prévention du décrochage. Dans cet esprit l'académie de Paris et la région Ile de France lancent tous les ans un appel à projets afin que les établissements scolaires puissent bénéficier de moyens supplémentaires, en termes d'heures d'accompagnement et de soutien individuel ou pour des projets très innovants. Peut-être la mobilisation de 5000 médiateurs de la réussite scolaire va-t-elle contribuer à cet effort comme le font déjà des dispositifs comme « action collégien et réussite pour tous ».

Les établissements travaillent de plus en plus en réseau pour des analyses et des diagnostics partagés et proposent des remèdes. Un exemple : dans le bassin recouvrant le 5e et 13e arrondissement de Paris, on a constaté un fort taux de décrochage des élèves de terminale juste avant le bac. Un accompagnement et des cours de soutien ont été mis en place, ce qui a non seulement permis que les élèves ne décrochent pas, mais a amélioré de près de 15 points le taux de réussite au bac.

PROPOS RECUEILLIS PAR
EUNICE MANGADO-LUNETTA

→ TEMOIGNAGE

« Mes notes avaient coulé »

FLORIAN, 17 ANS, AVAIT ABANDONNÉ LE LYCÉE. GRÂCE À SON PASSAGE AU MICRO LYCÉE DE SÉNART UN ÉTABLISSEMENT EXPÉRIMENTAL, IL A FINALEMENT REPRIS GOÛT AUX ÉTUDES.

A lors qu'il entra au lycée, rien n'aurait permis d'imaginer que Florian abandonnerait quelques mois plus tard sa scolarité. « Même si je ne travaillais pas énormément, j'atteignais tout de même la moyenne », se rappelle-t-il. C'est un problème de santé qui vient tout perturber et l'amène à manquer les cours pendant plusieurs mois d'affilé. « A mon retour en classe, j'avais accumulé trop de retard et mes notes ont coulé. Mon professeur m'a alors expliqué que je devais absolument redoubler. » Refusant de perdre un an de sa scolarité, Florian préfère se réorienter.

Expérimentation

« J'ai décidé d'intégrer une classe de BEP Stylisme. L'ambiance était déplorable, le niveau décevant : je me retrouvais à suivre des enseignements qui me semblaient de niveau collège. Au bout de trois mois, j'ai arrêté. » Ne sachant plus dans quelle voie s'orien-

ter, Florian finit par baisser les bras, jusqu'à ce qu'il apprenne l'existence du micro-lycée de Sénart. « Ma mère m'en a parlé et quelques semaines plus tard, j'ai tenté ma chance lors d'un entretien d'entrée. Deux professeurs m'ont exposé le fonctionnement du lycée, leur vision du raccrochage, et ce qu'ils attendaient de moi. Je leur ai expliqué ma vision des choses. Ils m'ont répondu : tu commences dès lundi si tu veux. »

« Comme des personnes à part entière »
FLORIAN

Dès la première journée de cours, Florian est séduit par l'ambiance de l'établissement, un lycée qui dépend de l'Education nationale mais applique une pédagogie expérimentale. « Les élèves sont très différents les uns des autres, en termes d'âges et de personnalités, mais ils ont tous un point commun : leur volonté de reprendre leurs études. Ils ne sont pas là par obligation. » Les relations avec les enseignants sont également très différentes d'un lycée traditionnel. Florian en témoigne : « Ils nous considéraient comme des personnes à part

entière. Le fait de les tutoyer et de connaître leur prénom nous met en confiance. » Enseignants et élèves déjeunent et profitent de leurs pauses dans une salle commune. Une façon de favoriser le dialogue et de renforcer les liens entre le personnel éducatif et les jeunes. « Chaque professeur est également le référent d'une dizaine d'élèves, qu'il rencontre individuellement afin de suivre leur progression », souligne Florian.

L'emploi du temps est lui aussi singulier. Il se décompose en trois blocs : le premier comprend des cours en petits groupes ; le second avec des enseignements interdisciplinaires, tel « français-histoire », animés par des professeurs en binômes ; enfin le troisième permet de faire un point sur le fonctionnement de la structure, d'écouter les remarques des élèves ou de monter des projets en groupe. Selon Florian, cette singularité du micro-lycée l'a « aidé à mûrir et à acquérir plus d'autonomie. » Un rythme d'enseignement plus souple que la normale qui pousse les élèves à davantage de responsabilité : « on apprend avant tout sur soi-même, on se prend en main et grâce cela on réussit », conclut Florian. Aujourd'hui en terminale littéraire, il souhaite même poursuivre des études supérieures dans une école d'Arts.

MATTHIEU LAMARRE

Repères

DÉFINITIONS

- L'instruction est obligatoire de 6 à 16 ans : le contrôle de l'assiduité scolaire permet de vérifier que l'enfant, inscrit dans un établissement scolaire, y est effectivement présent. Selon le code de l'éducation, lorsque l'absentéisme s'étend au cours de l'année scolaire durant quatre demi-journées mensuelles et ce pendant trois mois, ou lorsqu'il s'étend sur plus de dix jours consécutifs dans le mois, les prestations familiales sont supprimées.
- La déscolarisation est l'arrêt des études avant la fin de la scolarité obligatoire (16 ans).
- Le décrochage est l'arrêt d'un cursus scolaire qui entraîne la sortie sans qualification du système éducatif.

MESURES

En décembre 2008, dans une circulaire adressée aux recteurs et préfets, Xavier Darcos a fixé comme objectif une baisse de 10% du décrochage pour cette année scolaire dans les 215 quartiers « espoir banlieue ». Le traitement du décrochage s'appuiera entre autres sur les MGI et les écoles 2ème chance. En janvier 2009 le ministre a annoncé le recrutement de 5000 « médiateurs de la réussite scolaire », qui feront l'interface entre l'école et les parents.

CHIFFRES

Aucun outil fiable ne permet à ce jour de connaître avec précision l'importance du décrochage scolaire et d'en mesurer l'évolution : c'est précisément l'un des objectifs de la circulaire sur le décrochage scolaire. On estime à 150 000 le nombre de jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

Pour aller + loin

BIBLIOGRAPHIE

- Maryse Esterle Hedibel, Les élèves transparents, les arrêts de scolarité avant 16 ans, Presses universitaires du Septentrion, 2007.
- Sorties sans qualification : Rapport de l'Inspection générale de l'éducation nationale, juin 2005.
- Dominique Glasman et Françoise Ouevrard, La déscolarisation, La Dispute, 2004.

SITOGRAFIE

- eduscol.education.fr
Le site pédagogique du ministère de l'éducation nationale et son dossier « prévention du décrochage scolaire ».
- www.mosep.org
Site du programme européen MOSEP (More Self-esteem with my ePortfolio!) qui propose des solutions pour les décrocheurs de 14 à 16 ans.
- www.jaccroche.be
Site québécois consacré au décrochage scolaire.
- www.uneplacepourtoi.qc.ca
Site québécois du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ).

C'est pas trop dur ?

Bonne conscience

IL FAUDRAIT QU'ON NE PUISSE PLUS REPROCHER À LA RÉPUBLIQUE DE NE PAS PERMETTRE À L'ASCENSEUR SOCIAL DE FONCTIONNER.

Il ne faut plus que des « jeunes issus de milieux défavorisés » puissent encore dire qu'ils sont les laissés pour compte de la massification scolaire. Il faut en même temps, nous dit-on, sortir de l'illusion égalitariste, ce vieux mythe à qui l'on doit tous les conservatismes de l'Education nationale. Il faut arrêter de faire « la même chose pour tout le monde », parce que les discriminations demeurent, se renforcent, et empêchent de faire émerger les talents... Il faut donc promouvoir l'égalité des chances.

Jusque-là, je suis d'accord. J'ai même, avec beaucoup d'autres, participé à des dispositifs pour inciter les élèves à se délivrer de l'autocensure et de leurs propres préjugés, à sortir du « ghetto mental » qui se crée avec les générations, et qui, entre tous, est le plus solide. Il est incontestable qu'il faut « hisser » certains jeunes, et avoir de l'ambition à leur place, dans un premier temps, pour qu'ils soient enfin décomplexés, et après eux, leurs frères et sœurs, leurs proches, leurs camarades de classe... L'effet tâche d'huile. Soit.

Mais lorsqu'on s'intéresse aux décisions qui sont prises, on s'aperçoit qu'elles ont deux objectifs principaux : le premier, faire émerger une élite visible issue des milieux populaires, une élite colorée, diversifiée, et mixte (tiens, on en parle moins de cela d'ailleurs...). On emploie alors les mots à la mode : réussite, mérite, excellence pour tous : c'est l'essentiel de la politique sur l'égalité des chances. Et puis il y a l'aide, le soutien, l'accompagnement, des dispositifs pour aider les plus fragiles à s'en sortir, de l'école primaire jusqu'à l'université. L'École se voit à nouveau confier la mission d'éviter l'exclusion, de faire réussir les plus faibles. On lui reconnaît donc des vertus que par ailleurs on lui renie (passons sur les coupes budgétaires dans l'éducation, la recherche, le milieu associatif, etc.). Un double discours bien connu désormais.

Entre les lignes, le message est pourtant clair : à ceux qui ne parviendraient pas à s'en sortir, qui seraient tentés de descendre dans la rue, de brûler des voitures, de prétendre à une reconnaissance, on prépare une réponse cinglante... on ne pourra plus reprocher à la République de ne pas s'être intéressée à eux. Ils n'auront pas su saisir leur égale chance... C'est ainsi que la nouvelle élite républicaine ne servira que de cache-misère à nos consciences si derrière cet arbre emblématique, cette idée louable, personne n'entre enfin dans la forêt de la jeunesse, dans les méandres des quartiers, dans la requalification des zones enclavées, dans cette norme qui n'est ni « très fragile », ni « excellente », dans cette classe moyenne scolaire qui se sent bien seule, et inquiète.



NATHALIE BROUX
est professeure
au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)

→ SOLIDAIRES ICI ET AILLEURS

Partage des eaux

TROIS VILLES D'AFRIQUE ET TROIS D'EUROPE, DONT LYON, MOBILISENT LES JEUNES SUR LA DÉCOUVERTE DES ENJEUX LIÉS À L'EAU.

Original, le projet l'est déjà par son format : six villes d'Afrique et d'Europe - Lyon, Barcelone (Espagne), Turin (Italie), Porto Novo (Bénin), Ouagadougou (Burkina Faso) et Bamako (Mali) - travaillant sur un même projet pendant un an, la démarche n'est pas courante. Le fond du projet, lui, se veut aussi innovant puisqu'il s'agit, selon les villes partenaires, de « mobiliser la société civile face à un défi environnemental », l'eau, tout en créant « les conditions d'un dialogue interculturel, favorisant une meilleure compréhension de leurs sociétés respectives ».

Chacune des six villes invitera le mois prochain des groupes de dix à quinze jeunes à se pencher sur la question de l'eau : accès à la ressource, gestion quantitative et qualitative de l'eau, coût de l'eau, qui la gère, l'eau et la santé...

Le projet va durer près d'un an. L'enjeu de ces travaux, menés en parallèle dans des villes européennes et africaines sera de créer des rencontres culturelles, sociales, citoyennes autour des ressources et du partage de l'eau. Un élément indispensable à tous, enjeu à la fois universel, environnemental, économique, humain.

Les jeunes, accompagnés par des experts de l'eau (ONG, secteurs public et privé) aboutiront à différentes réalisations : un « état des lieux » sur la situation de l'eau dans chaque territoire (par l'intermédiaire de rencontres professionnelles et de visites de terrain), création d'un blog et d'un forum pour encourager un dialogue permanent entre les différents groupes, informations sur l'Union Européenne et les politiques communautaires au sujet de l'eau, débats d'idées autour des enjeux du développement durable, communication autour de leurs expériences, réalisation de reportages écrits et vidéos, carnets de voyages, expositions d'illustrations et de photos...

Deux rencontres entre tous les participants au projet sont prévues : la première se déroulera à Ouagadougou en juillet 2009,



pour découvrir la situation de gestion de l'eau dans un pays sahélien, avec différentes visites de terrain. La deuxième rencontre se déroulera à Lyon en novembre 2009 pour le village de la Solidarité Internationale, avec un travail de communication sur l'aboutissement du projet (conférences, rencontres organisées par la Ville de Lyon)....

Ces différentes actions menées par la jeunesse, visent selon ses organisateurs à refléter un esprit à la fois informé et créatif, investi dans un projet à la fois solidaire et interculturel alliant au thème de l'eau celui de la citoyenneté mondiale.

LÉAH TOUITOU

www.lyon.fr

→ INITIATIVE

MARIANNE ET NOUS

UN COLLECTIF D'ASSOCIATIONS VEUT RÉPONDRE AU DÉCALAGE EXISTANT ENTRE CERTAINS JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES ET LES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE.

Dans cette salle de la mairie de Bobigny ce 24 janvier, ils sont une cinquantaine, venus de Stains et Bobigny en Seine-Saint-Denis, et du 14e arrondissement de Paris. Face à eux, des représentants de différentes associations, dont l'Afev, qui ont choisi de s'impliquer dans le projet « Marianne et moi ». L'idée directrice, explique Romuald Dzomo, président d'Afrique Nouvelles Interdépendances qui a initié l'opération, est de répondre au « malaise par rapport aux institutions » qui existe chez de nombreux jeunes des quartiers. Ces prochains mois, des visites seront ainsi organisées dans des mairies, des tribunaux, au Parlement (Assemblée nationale et Sénat), permettant aussi aux jeunes de rencontrer ceux qui font vivre au quotidien ces institutions. Des écrivains, des personnalités du monde intellectuel

et médiatique ont aussi accepté de venir débattre avec les jeunes, dont la plus emblématique est Harry Roselmack, nouveau présentateur de TF1. Présent pour le lancement de l'opération, le journaliste a cherché à faire réfléchir les participants sur le sens de nos institutions : « Que serait la France sans le Parlement ? » Harry Roselmack est aussi revenu sur le « besoin de considération des jeunes » qui expliquerait, selon lui, le sentiment de décalage de beaucoup d'entre eux face aux institutions. Il sera le parrain de l'opération « Marianne et moi » jusqu'à son terme, au mois de juin.

P.F.-M.

www.assoce.net



LE MINISTÈRE QUI NE VEUT PAS SE TAIRE

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES POPULAIRES, MIEUX CONNU SOUS LE NOM DE MAP, EST DEVENU EN QUELQUES ANNÉES UNE VOIX QUI COMPTE DANS LE RAP FRANÇAIS. TEXTES ENGAGÉS ET INCISIFS, LE GROUPE AIME À RAPPELER À LA FRANCE TOUT CE QU'ELLE DOIT À CEUX QU'ELLE AURAIT TENDANCE À LAISSER DANS L'OMBRE, LES OUVRIERS ET LES IMMIGRÉS.

Volontaires ! Depuis 2003 le MAP s'est fait connaître pour son rap engagé. De quelle façon est né le groupe ?

Saïd Dias Il y a deux rappers et trois musiciens, on a grandi ensemble, dans le même quartier. Le groupe est né d'un texte que j'ai écrit et qui s'appelle « Lillo ». Grâce à ce titre on a senti qu'il y avait une



Saïd

énergie, quelque chose d'identitaire à creuser. C'était fin 2003. On a joué à Lille, dans des fêtes populaires, des premières parties, et un an plus tard au printemps de Bourges.

V ! Comment définissez vous la « marque de fabrique » du MAP ?

S. On fait dans les affaires populaires. Nous utilisons l'écriture comme vecteur de revendication pour militer, pour témoigner. On prône le retour aux valeurs nobles, c'est-à-dire tout ce qui n'existe plus aujourd'hui dans notre société occidentale et que tu apprends en voyageant – en Afrique, en Asie, en Amérique latine... Le voyage sert à s'apercevoir qu'il y a d'autres systèmes de pensées, d'autres systèmes de valeur, une autre vision de la morale qui fait que les rapports entre individus sont totalement différents.

V ! Vous portez un message rare dans le rap français, celui de fils d'immigrés mais aussi celui de jeunes du Nord et d'héritiers de la culture ouvrière.

C'est un message intéressant parce

qu'il est vrai. Ce n'est pas une idée de se dire « je suis enfant d'immigré prolétaire du Nord de la France », c'est de la sociologie tout simplement. Revendiquer le fait de faire partie de cette France issue de l'immigration, dans un milieu prolétaire, c'est s'inscrire dans une dimension de lutte des classes : ça signifie que l'intégration est bien faite (rires), parce que j'ai le droit de décider que mon intégration se fait dans l'anti-nationalisme et l'anti système.

V ! Dans ses textes, le MAP critique souvent le racisme latent de la société française...

S. On est dans une ère post-coloniale avec des réflexes coloniaux, et la ségrégation. Le mot semble fort aujourd'hui – et on ne l'utilise pas souvent parce que c'est politiquement incorrect – mais pour nous, la discrimination est au berceau. Notre patronyme, notre couleur de peau, nos origines, nos religions nous le rappellent au quotidien. Je dis « nous » parce qu'on est beaucoup à être mis dans le sac de la « Diversité ». On a une tronche de « divers » visiblement (rires). Il y a un moment où tu te dis : est-ce-que je

ne vais pas nier cette société qui nie mon existence, qui nie mon identité, ma culture, la culture de mes parents ? On ne parle même pas de mes parents dans les livres d'histoire alors qu'ils ont aussi fabriqué cette société. Alors, être naturellement en résistance, ça nourrit, ça construit, ça rend lucide.

V ! Et si le Ministère des Affaires Populaires faisait partie du gouvernement, quelles seraient ses priorités ?

S. A priori le peuple est souverain, nous sommes déjà au pouvoir, puisque nous élisons nos représentants, c'est pas cela la démocratie ? Ce pays mérite une bonne révolution culturelle et un bon toilettage de ses livres d'histoires. Qu'on apprenne aux gamins le « vivre ensemble », l'humilité, le respect de l'autre pour être des citoyens du monde. Qu'on leur apprenne aussi les pages sombres de l'histoire de France, les guerres, les colonies, l'immigration, et pas seulement les fiertés et les victoires, on ne peut pas fabriquer une société avec des mythes et des mensonges.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ZÉLIE VERDEAU



Le MAP

Prochain album du MAP « Les bronzés font du ski ».
Sortie le 23 mars dans les bacs.
www.map-site.fr/

ENQUÊTE : QUEL COÛT POUR L'ÉCHEC SCOLAIRE ?

ON CONNAÎT SES MULTIPLES IMPLICATIONS SOCIALES ET PSYCHOLOGIQUES, MAIS QUEL EST LE COÛT ÉCONOMIQUE DE L'ÉCHEC SCOLAIRE ? L'AFEV LANCE UN APPEL À CANDIDATURE DE CHERCHEURS.

Faible formation des travailleurs, compétitivité moindre pour les entreprises, engagement de dépenses sociales pour compenser les situations de précarité : la collectivité a tout à perdre avec un échec scolaire de masse. Pour employer des arguments susceptibles de convaincre le monde politique et entrepreneurial, on peut même dire que l'éducation est un investissement rentable à moyen terme. Ainsi, une étude anglaise publiée en janvier estimait que la mauvaise maîtrise des mathématiques par les jeunes les plus en difficulté coûtait quelque 3 milliards de livres (3,3 milliards d'euros) par an à l'Etat britannique.

→ Participer à l'étude de l'Afev sur le coût de l'échec scolaire : pole.national@afev.org

www.afev.org

SOUTENIR LE PLANNING FAMILIAL

En première ligne depuis 1956 dans l'accès des femmes à leurs droits, l'accès à la contraception et à l'avortement, le Planning familial est menacé par la baisse de 42% des subventions gouvernementales. Son antenne de Marseille a déjà dû fermer temporairement ses bureaux. Le Planning familial a lancé une pétition pour rétablir les financements publics et soutenir ses actions.

→ Signer la pétition de soutien sur www.planning-familial.org

S'ENGAGER À L'ÉTRANGER

Chaque été, l'association « la Guilde » propose à des jeunes de partir en Afrique, Asie et Amérique du Sud pour des missions d'un mois dans le champ culturel et social. Environ 300 places sont disponibles cette année. Informations et dépôt des dossiers en ligne avant le 31 mars.

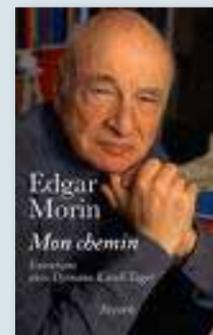
→ www.la-guilde.org

Hypertexte

Mon chemin

Emprunter le chemin de vie d'Edgar Morin, auteur de « Mon Chemin », c'est d'abord traverser le siècle dernier et s'attarder sur de nombreux événements qui ont jalonné cette période historique.

Son tropisme est « la pensée complexe ». Il prônait, avant que cela devienne une évidence pour beaucoup, la pluridisciplinarité pour appréhender les phénomènes de la vie sociale. Pour cela, l'absence de dogme est en soi un dogme pour Edgar Morin. Dans ce livre d'entretiens il nous livre surtout des émotions pour nous rappeler qu'avant d'être des individus dotés de raison nous vivons aussi traversés de multiples passions.



En ce sens, nous sommes avant tout des êtres humains. Il plaide aussi pour qu'émerge une politique de civilisation permettant la diffusion d'une véritable culture de masse.

Ce livre est une invitation à plonger dans l'archéologie des savoirs avant de se laisser porter jusqu'au rivage de l'avenir de l'humanité. Nous avons parfois le sentiment que l'histoire d'un homme peut se confondre avec l'histoire des hommes. Ce livre en est une illustration.

À l'heure où nous traversons une grave crise économique Edgar Morin pense que cette crise est une chance à saisir pour que se dessine un nouveau modèle de société.

Ce livre d'entretiens accordés par Edgar Morin à Djénane Kareh Tager montre l'unité d'une œuvre à travers sa diversité, l'unité d'une vie à travers ses vicissitudes.

Un ouvrage à lire et faire partager.

↓
« Mon chemin » Edgar Morin, entretiens avec Djénane Kareh Tager
Editions Fayard, 361 pages, 20 euros.



JÉRÔME STURLA
est Directeur délégué de l'Afev

→ PORTRAIT

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE EN RÉGION PARISIENNE, **JULIEN** A CHOISI D'ENSEIGNER AUSSI LE DROIT DU TRAVAIL À SES LYCÉENS. POUR LEUR DONNER DES « ARMES » SUPPLÉMENTAIRES DANS NOTRE SOCIÉTÉ.

Droit dans les cités

Dans une petite ville du Val d'Oise, je rencontre Julien, un jeune professeur de lycée. Militant au sein de syndicats étudiants puis de partis politiques, c'est à la faculté du Mirail qu'il a choisi d'étudier l'économie et de devenir professeur. Son but, aider les élèves à comprendre le fonctionnement de notre société : « Le savoir est une arme », estime-t-il. Des armes pas faites uniquement pour attaquer, mais aussi pour se défendre.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, il enseigne également le droit, en particulier le droit du travail qui passionne ses élèves. « Quel bonheur d'enseigner à des élèves qui ont envie d'apprendre... Mes élèves se fichent hélas de plusieurs matières, mais ils adorent le droit ! ». Les plus jeunes, d'une quinzaine d'années, y sont sensibles car ils connaissent les difficiles conditions de travail de leurs parents. Les plus âgés (22 ans) travaillent déjà, ils ont des emplois dévalorisés et ont pu connaître personnellement les difficultés du monde du travail.

Cahin-caha

« Tous mes gamins ont connu l'échec scolaire, presque tous ont redoublé. Faut pas se leurrer, les classes technologiques sont moins valorisées que les classes générales, c'est des classes de second choix... Mais qui choisit ? Finalement, peu d'élèves choisissent leur orientation : les meilleurs sont poussés vers les filières générales et les autres vers les filières professionnalisantes. On entend dans les médias que l'échec scolaire augmente ainsi que l'anal-

phabétisme. Mais qu'est-ce que l'échec scolaire ? Ne pas avoir de diplôme, ne pas savoir lire ? Je pense que beaucoup de jeunes connaissent l'échec scolaire : certains arrivent à le surmonter cahin-caha alors que d'autres se voient complètement exclus de l'Education Nationale et donc du marché de l'emploi. »

Julien, comme d'autres, prend sur son temps libre pour aider des élèves. Il sait les écouter lorsqu'ils rencontrent des difficultés personnelles, des problèmes familiaux. « Nous devons réunir nos forces pour combattre l'échec scolaire.

Mais tout ne peut pas reposer uniquement sur les profs, qui, en font déjà beaucoup. »

Les parents non plus ne peuvent pas agir seuls : beaucoup sont dépassés par les événements et se sentent impuissants. « Les parents culpabilisent beaucoup...

Mais c'est l'ensemble des citoyens qui sont concernés par l'échec scolaire ».

L'une des références de Julien, c'est Bertolt Brecht : un auteur pour qui le professeur doit rester humble vis-à-vis de ses élèves. Qui doit savoir les écouter.

SABRINA
HAMACHE



FÊTE DES SOLIDARITÉS LOCALES

avril mai 2009

dans 40 villes de France

> www.fetedessolidarites.org <



AVEC LA PARTICIPATION DE

AFIJ, Ashoka, Autremonde, Les Eclaireuses et Eclaireurs de France, Fédération Nationale Léo Lagrange, la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse, Forum Réfugiés, le Génépi, La Guilde Européenne du Raid, les Jeunes Européens France, la JOC, Les Petits Débrouillards, Max Havelaar, le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne, le Secours Populaire, Solidarités Jeunesses, Unis-Cité

Volontaires!

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU JOURNAL

Pour compléter son équipe, notre journal Volontaires ! est à la recherche de rédacteurs et de photographes, motivés et expérimentés ! N'hésitez pas à nous contacter pour rejoindre notre équipe de bénévoles.

→ paul.falzon@afev.org

VOLONTAIRES ! N°17 | FÉV-MARS 09

Publié par l'afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national@afev.org - Directrice de la publication : Anne Korobelnik - Coordination, rédaction, réalisation : Philippe Campinchi (PCC), Nathalie Broux, Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Tanguy Fichou, Sabrina Hamache, Matthieu Lamarre, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla, Léah Toutou et Tanguy Tollet - Crédits photographiques : PCC, Tanguy Fichou, Patrick Sagnes et DR - Conception Graphique : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Babette Stocker (PCC) - Impression : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408